

# Mobilisons l'École pour les valeurs de la République : propagande ministérielle !

Suite aux attentats de janvier, la ministre Vallaud-Belkacem, tout à coup, prend conscience de l'importance de l'éducation dans la formation des citoyens d'un pays.

PROPAGANDE

**La ministre constate** que la mission d'égalité de l'école a été entamée par : le délitement du lien social, le sentiment de désespérance, l'accroissement des inégalités, le déterminisme social, les discriminations, l'écart entre les valeurs affichées et les réalités vécues, les replis identitaires, une forme de relativisme contribuant à une perte de repères plus globale...

**La ministre instaure** une série de mesures pour une grande mobilisation pour les valeurs de la République. Car il faut sauver la République! Les objectifs sont bien entendu très consensuels, mais on constate que les enseignants sont en première ligne : qu'est-ce qu'ils ont « foutu » pour qu'on en arrive à de tels événements tragiques ?

**La ministre occulte** complètement les dégâts des politiques libérales menées depuis trente ans qui aboutissent à un appauvrissement général de la société, flagrant dans les quartiers défavorisés, quartiers délaissés, abandonnés, où les gens n'ont plus aucune confiance dans leurs dirigeants, quels qu'ils soient, car rien ne s'arrange jamais, au contraire !

**La ministre veut imposer** aux gens l'idée que la République, et donc ses valeurs, est le cadre dans lequel ils pourront s'émanciper, travailler et vivre librement, alors que tout le monde voit bien que ça ne fonctionne pas : la Liberté : celle de se taire et d'accepter l'austérité, l'Égalité : elle n'existe pas, la Fraternité : tout le monde s'en fout (ou presque)!

Encore des annonces à peu de frais, mais cette fois avec une **touche d'autoritarisme**.  
C'est la méthode Coué obligatoire :

**« La République est bonne pour tous, il faut la célébrer ! »**

On trouve dans ces annonces un retour aux pires aspects de la III<sup>e</sup> République :  
**autoritarisme, chauvinisme et moralisme.**

**Parmi les 11 mesures pour une grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République, voici celles concernant en particulier le 1<sup>er</sup> degré :**

Cadre général :

Mise en place de référents "laïcité" et "mémoire et citoyenneté" et des "référents éducation aux médias, offre de ressources pédagogiques nouvelles (livrets péda, m@gistère, vidéos...),

Vérification de la capacité des candidats enseignants "à expliquer et à faire partager les valeurs de la République".

Développement des espaces et/ou temps des parents dans chaque école et établissement. Renforcement des moyens du dispositif "Ouvrir l'École aux parents pour la réussite des enfants".

Signalement systématique au directeur d'école de tout comportement mettant en cause les valeurs de la République ou l'autorité du maître.

Augmentation des fonds sociaux portés à 45 M€ (+ 20 %).

Scolarisation des enfants de moins de 3 ans.

Et en ce qui concerne nos enseignements :

**Les règles de civilité et de politesse** doivent être apprises et respectées à l'École, le règlement intérieur, la Charte de la laïcité, signés par parents et élèves pour marquer leur engagement à les respecter.

**Compréhension et célébration des rites républicains et des symboles de la République** (hymne national, drapeau, devise).

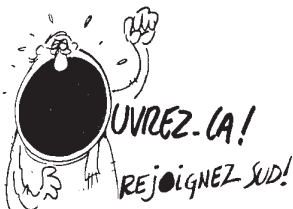
**Journée de la laïcité**, célébrée dans toutes les écoles et tous les établissements le 9 décembre.

**Les projets d'écoles** détailleront les modalités de la participation active des élèves aux journées ou semaines spécifiques: semaine contre le racisme et l'antisémitisme, semaine de l'engagement, commémorations patriotiques, participation collective à des concours et à des "olympiades", "conseils d'enfants..."

**Nouvel enseignement moral et civique**, qui entrera en vigueur dès septembre 2015 dans le cadre du parcours citoyen, nouveau parcours éducatif de l'école élémentaire à la terminale.

**Une évaluation en français**, à des fins diagnostiques, sera mise en place au début de CE2.

Elèves allophones : enseignement spécifique du français langue seconde et dispositifs d'inclusion scolaire.



Alors, l'agenda de la Ministre?

**Réduire les inégalités sociales (sans même parler de les éliminer!!!) qui sont pourtant le terreau de tous les fascismes et fanatismes, n'est pas à l'ordre du jour...**

Suite aux attentats de janvier, chacun cherche à comprendre comment des jeunes nés en France en sont arrivés à ce niveau de haine, et tout à coup on prend conscience de l'importance de l'éducation dans la formation des citoyens d'un pays. La ministre se sent donc obligée de dire que le paquet va être mis pour que les jeunes de toutes origines deviennent de bons citoyens, pourtant si elle fait les constats nécessaires et affiche des ambitions objectivement louables, montrant qu'elle s'est intéressée à la question, tout cela n'est pas près de porter ses fruits...

La première violence dont sont victimes les élèves du 93 est l'inégalité territoriale qui les met dans des classes sans maître, ou avec des contractuels non-formés, où les seuils d'ouverture gagnés par la lutte des enseignants en 1998 ne sont plus respectés, où on leur impose une ré-

forme des rythmes qui dégrade leurs conditions d'apprentissage en leur proposant des activités périscolaires au rabais, ou pas d'activité périscolaire du tout, où les moyens de fonctionnement sont très limités et les sorties ou activités qui pourraient ouvrir leurs esprits aux arts, aux sciences, à toutes les cultures pour développer la tolérance, sont de plus en plus difficiles à organiser, où les enseignants mal payés sont parfois à bout de force et s'absentent sans être remplacés...

## Unité nationale: quésaco?

Ces injustices, ces inégalités ne peuvent qu'être ressenties par les élèves, pour qui, une fois adultes l'« unité nationale » n'aura pas grand sens.

Les moyens donnés à l'éducation nationale ne sont absolument pas à la mesure des ambitions affichées par la ministre.

## Conclusion de SUD

---

Tant d'indigence ne peut que susciter notre colère et renforcer notre détermination à porter notre projet d'une autre école et d'une autre société.

Une autre société, parce que l'école, qui se retrouve régulièrement accusée de tous les maux, peut améliorer l'égalité de l'accès au savoir, peut favoriser l'acculturation (processus de contacts et d'interpénétrations entre deux -ou plusieurs- groupes culturels), peut corriger des inégalités liées au capital culturel, mais ne peut corriger les inégalités sociales, ne peut corriger les déclarations racistes et xénophobes dispensées quotidiennement par les médias et les politiciens aux plus hauts niveaux de responsabilité.

### **SUD éducation revendique :**

- **Une baisse des effectifs par classe**
- **Une baisse du temps de travail : 18 heures devant élèves + 6 heures de travail en équipe dans le premier degré**
- **1 RASED complet** par groupe scolaire et 1 enseignant-e supplémentaire pour cinq classes (pour le 1er degré).
- **Un recrutement massif de personnels médico-sociaux** (assistance sociale, infirmerie, psychologue)
- Des mesures permettant **la stabilisation des équipes**
- **La formation et la titularisation de tou-te-s les contractuel-le-s** ainsi que le financement des études pour permettre aux jeunes de l'académie d'accéder aux métiers de l'enseignement.
- **Une augmentation générale des salaires.**

**Sans efforts concrets dans l'augmentation des moyens pour l'éducation nationale, toutes les belles ambitions de la ministre resteront lettres mortes.**

### **SUD Education**

**01 43 77 33 59**

**11-13, rue des Archives  
94010 Créteil cedex**

**contact@sudeducriteil.org**

*tous les jours de 9 h à 17 h*